



**Syndicat National de l'Enseignement  
Technique Agricole Public**

**Secrétariat Général**

**Date :** 11/12/2023

**A Marc Fesneau**

**Ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de la  
souveraineté alimentaire**

**Dossier suivi par :** Laurence Dautraix et Frédéric  
Chassagnette

**Objet :** Alerte vis-à-vis du collectif « Parents Vigilants »  
et d'autres pressions de représentants de la Profession  
Agricole

Monsieur le Ministre,

Le samedi 4 novembre 2023, l'association « Parents Vigilants » créée par le parti politique Reconquête a organisé un colloque au Sénat invitée par le Sénateur S.Ravier. A l'occasion de cette invitation, le collectif aux orientations politiques d'extrême droite, a présenté ses intentions et ses manières d'agir.

Tout comme l'intersyndicale de l'Éducation Nationale qui a alerté le Ministre G. Attal, nous souhaitons à notre tour, en tant que syndicat majoritaire de l'enseignement agricole, attirer votre attention sur ce collectif dont les membres visent les cours, leurs contenus, comme possiblement toute autre activité pédagogique. Au travers des réseaux sociaux et par la voix de personnes interposées (des personnalités politiques d'extrême droite par exemple) se déchaînent des campagnes de dénigrement, harcèlement et menaces à l'encontre d'un.e enseignant.e ou d'une équipe pédagogique. Ce collectif a par ailleurs clairement indiqué sa volonté de rentrer dans les instances locales des établissements !

Même si, à ce jour nous n'avons pas écho de menaces ou intimidations de ce collectif proférées à l'encontre d'un.e membre de la communauté éducative de l'enseignement agricole, nous craignons malheureusement que l'EA ne soit pas épargné, a fortiori dans cette période de tensions extrêmes et de manifestations diverses et sans complexe de groupes identitaires d'ultra droite.

En outre, si tant est que nous soyons épargné.es pour l'instant par les agissements nauséabonds de ce collectif, ces contrôles et pressions sur les contenus pédagogiques de certains projets, sur les intervenant.es comme sur des conférences pouvant être accueillis dans nos EPLEFPA sont bel et bien à l'œuvre par le biais notamment de membres de CA, voire de présidences, en particulier avec des président.es qui représentent les syndicats majoritaires des exploitant.es agricoles.

A ce sujet, nous avons récemment interpellé l'autorité académique de Nouvelle Aquitaine ainsi que vos services pour dénoncer les agissements et propos du président du CA de l'EPLEFPA de Limoges les Vaseix.

En effet, le lundi 20 novembre, lors du CA de l'EPLEFPA de Limoges, le Président du Conseil d'administration, Monsieur Venteau, également Président Coordination Rurale de la Chambre d'agriculture de Haute Vienne, a brandi devant les administrateur.rices médusé.es un bidon de



**Syndicat National de l'Enseignement  
Technique Agricole Public**

glyphosate - qu'il a laissé sur la table du CA avant que de quitter la séance - avec ce commentaire en direction des personnels : « *je vous laisse ça pour entretenir vos clôtures. Elles en ont besoin* ». Il s'ensuivit une intervention dénigrant notamment les choix pédagogiques de l'établissement et de son équipe éducative.

Le Président du Conseil d'administration s'est aussi permis de remettre en cause et de déconsidérer le travail mené par les personnels de l'établissement dans le cadre de la transition agroécologique, agissant ainsi contre l'intérêt de l'établissement, de ses élèves, étudiant.es, apprenti.es et stagiaires ainsi que de ses personnels.

Pour le SNETAP-FSU, c'est une posture indigne de sa fonction. Son attaque contre l'ensemble des personnels de l'EPL, chargé d'une mission de service public et à qui l'État a confié la gestion d'une politique publique est inacceptable et relève de l'outrage.

Monsieur Venteau reproche également les interventions au sein de l'établissement de différents organismes de conseil, professionnels, bancaires, scientifiques, comme celle de Monsieur Marc Dufumier, agronome de renom.

Dans le même registre, nous pourrions aussi rappeler les incidents survenus lors du CA de Chartres, dont nous avons été amené à vous saisir directement avant l'été, concernant le comportement totalement inapproprié en ouverture de séance d'un administrateur FNSEA, par ailleurs président du conseil de perfectionnement...

Même si ces situations ne sont pas sous le nom du collectif « parents Vigilants », avouez que les actes relatés, ne sont pas loin de ses pratiques...

Lobby, pressions, chantages, menaces, censure n'ont pas leur place à l'école qui doit être un rempart contre toutes les formes d'outrages, de violences, d'extrémismes et d'intolérances.

Plus que jamais dans un contexte de montée de l'extrême droite, des groupes d'ultra droite et de multiplications d'expressions antirépublicaines, nous attendons de vous que soit honoré l'engagement pris par votre prédécesseur et son cabinet et que soit enfin mis en place un observatoire des libertés pédagogiques dans l'Enseignement Agricole. Ce qui avait alors été acté était une réunion annuelle dédiée du CNEA procédant à cette observation circonstanciée.

Nous attendons de vous, Monsieur le Ministre, des actes contre toute personne qui entrave la liberté pédagogique des enseignant.es, un soutien indéfectible aux agent.es qui font l'Enseignement Agricole au quotidien et sont susceptibles de se sentir menacés dans leurs fonctions, et votre plus grande vigilance contre le collectif « parents Vigilants ».

Restant à votre disposition pour tous compléments d'information que vous jugeriez nécessaires, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre attachement au service public d'éducation et de formation.

Laurence Dautraix et Frédéric Chassagnette  
Co-Secrétaires Généraux du SNETAP-FSU